

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, ce n'était pas, comme la députée l'a laissé entendre, un coup publicitaire.

Deux personnes jouant un rôle clé dans la gestion des relations entre les États-Unis et le Canada, le secrétaire d'État, Jim Baker, et la représentante au commerce des États-Unis, Carla Hills, assistaient au déjeuner du premier ministre et du président.

Ils ont discuté de questions qui englobent celles dont la députée a parlé. Toutefois, que ce soit le Canada ou les États-Unis qui s'occupent de ces questions, il faut respecter un certain processus.

Ce qui est clairement ressorti de la rencontre du président et du premier ministre, c'est que le président et les principaux membres de son cabinet se sont engagés à s'occuper de ces questions.

* * *

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA—ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, le ministre des Finances du gouvernement conservateur du Manitoba a déclaré hier que l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis est un échec, qu'il entraîne la perte massive d'emplois et que le gouvernement fédéral a délibérément induit les Canadiens en erreur en 1988 en leur présentant l'accord comme une panacée.

Le ministre du Commerce extérieur ne croit-il pas qu'au lieu de perdre du temps à discuter avec Dan Quayle, le gouvernement devrait plutôt être attentif au fait que des ministres de premier plan, membres de son propre parti, ont condamné l'échec de l'Accord de libre-échange? Ne comprend-il pas que le temps est venu de renégocier l'accord?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, si le député tenait compte des faits, il saurait que les statistiques sur le commerce publiées mercredi dernier, ou peut-être plutôt jeudi de la semaine dernière, révèlent que nos exportations aux États-Unis atteignent un niveau record.

Les exportations canadiennes aux États-Unis marquent une hausse de 5 p. 100 malgré la récession qui sévit dans ce pays. Notre part du marché américain s'est accrue durant la même période parce que les exportations d'autres pays vers les États-Unis ont diminué. Cela montre que les entreprises canadiennes sont concurrentielles. D'autre part, la croissance des exportations se traduit par une hausse du nombre d'emplois au Canada au moment où notre économie traverse une période difficile.

Une voix: Quand?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député demande «quand». S'il savait additionner, il saurait que les exportations canadiennes aux États-Unis ont grimpé de 5 à 6 milliards de dollars, ce qui a permis de créer entre 75 000 et 80 000 emplois.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, le ministre parle de faits. Voyons les faits. Depuis la signature de l'Accord de libre-échange, la production industrielle du Canada a diminué de façon substantielle par rapport à celle des autres pays du Groupe des 7. C'est du moins ce que révèle Statistique Canada, le propre organisme du gouvernement.

D'autre part, le secteur manufacturier au Canada a perdu 23 p. 100 de ses emplois, contre 6 p. 100 aux États-Unis. Le fait le plus accablant de tous est que le Canada compte actuellement un million et demi de chômeurs.

Si le ministre des Finances du Manitoba, conservateur convaincu, a compris que le déclin marqué de la production canadienne est attribuable à l'Accord de libre-échange, pourquoi le ministre ne peut-il pas le comprendre aussi, et pourquoi ne fait-il pas ce qui s'impose, c'est-à-dire écouter les Canadiens et renégocier l'accord?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, permettez-moi de rappeler au député ce que Peter Cook écrit à ce sujet aujourd'hui dans sa chronique du *Globe and Mail*. Je me permettrai de citer simplement la phrase suivante: «Sous M. Chrétien, le Canada plaiderait sa cause à plat ventre.»

Le député affirme que nous allons nous rendre aux États-Unis pour y faire notre *mea culpa* et renégocier l'accord. Que va céder le député? Une renégociation ne se fait pas à sens unique. S'il s'attend à ce que les États-Unis cèdent quelque chose, que va-t-il offrir en retour?